LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique

au sommaire de ce numéro :

p.3 éditorial :

Anti-économique ?

Se référant aux propos de L. Jospin au sujet des 35 heures payées 39, **M-L DUBOIN** craint que l'énarque ne perce sous le socialiste. Ce qu'expriment R.Passet et A.Gorz est plus sérieux !

p.4 actualité :

Le néolibéralisme

A.PRIME analyse ce qui n'est en fait que de l'ultralibéralisme et s'interroge sur la façon d'en sortir.

p.6 tribune libre :

Vive l'acratie

D.KESSOUS fait l'apologie de l'acratie en l'opposant à la démocratie.

p.11 réflexions :

Du temps asservi au temps enrichi

J.VANDEVILLE termine sa série d'articles sur la mutation : il faut se battre pour faire naître une société dégagée du totalitarisme marchand et dont la finalité soit l'homme.

p.13 courrier :

Nos lecteurs animent le débat.

p.15-16 résumé de nos propositions.

p.7-10 échos de Belgique :

— La nouvelle tournée de la pièce
KOU L'AHURI

— des **chiffres** impressionnants sur la pauvreté,
— une **action** citoyenne à laquelle le GLED suggère de participer,
— et une **information**, la création d'un parti politique...

N°970 octobre 1997

Journal fondé **en 1934**
par JACQUES DUBOIN

*

Directrice de la publication:
Marie-Louise DUBOIN
graphisme:
ANNE-LAURE WITSCHGER
rédaction:
Jean-Pierre MON
André PRIME
Djémil KESSOUS
Roland POQUET
et les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles. Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130 FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70 FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200 FF
Abonnement de propagande :	
5 n°mensuels	250 FF
10 n°mensuels	350 FF
Europe	175 FF

(Par avion, nous consulter)

REGLEMENTS :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° **13 402.39 M Paris**,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

***TÉLÉPHONE : les mardi et jeudi*, mais seulement *de 15 à 18 heures*, 01 30 71 58 04**
***FAX* : 01 30 71 93 89**
***ADRESSE ÉLECTRONIQUE* : grande.releve@wanadoo.fr**
***ADRESSE INTERNET:* http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/**

LES

OUVRAGES SUIVANTS PEUVENT ETRE COMMANDÉS PAR CORRESPONDANCE AU JOURNAL
(tarifs en dernière page avec un bon de commande):

◊ *Pour introduire la réflexion en amusant:* **KOU, L'AHURI OU LA MISERE DANS L'ABONDANCE**. Un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques. Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

◊ *Pour votre réflexion personnelle :* **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**, écrit par Marie-Louise DUBOIN sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer les mécanismes. Publié aux éditions *Syros*, puis réédité au Canada par *Voici la clef.*

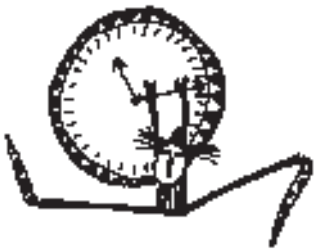
◊ *Pour animer une discussion :* **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN** le texte d'une conférence d' A ndré PRIME .

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions, deux numéros spéciaux :* celui de janvier 1992 : **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS** et celui de décembre 1996 (N°961) **LA TROISIEME VOIE**, (traduit en espéranto sous le titre *La tria vojo*).

◊ *Enfin une bande dessinée :* **« ET SI ON CHANGEAIT? »** dessinée par Jacques VIGNES-ELIE).

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract, au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais est également disponible, dans les mêmes conditions.



A-L W.

Anti-économique ?

«*L'incroyable coup de poker manqué de J.Chirac donne à L.Jospin d'immenses responsabilités*», résumait[1], en juillet dernier, Jacques Robin, qui précisait :«*il peut aider à faire basculer l'Europe et la planète soit dans la barbarie informatisée*[2] *soit dans une véritable renaissance de l'humanité*». Le sérieux et l'honnêteté, les aspirations sociales et le souci démocratique qu'affiche le premier Ministre sont de nature à préserver l'espoir. Mais une petite phrase de son interview au journal *Le Monde*[3] fait craindre au contraire que l'énarque ne pointe sous l'humaniste : il a rejeté la formule des "35 heures payées 39" comme étant "anti-économique".

S'est-il trahi ? Qu'est-ce qui se cache sous ce terme d'anti-économique ? J.Attali et M.Guillaume l'avaient pris pour titre d'un ouvrage paru en 1974, dans lequel ils cherchaient, timidement, à introduire un peu de *«psychanalyse et d'anthropologie»* dans la "science économique"…

Mais il semble qu'au contraire L.Jospin l'ait utilisé pour exprimer son souci de ne pas altérer la rentabilité des entreprises en les incitant à partager leurs bénéfices avec leurs salariés, et payer à ceux-ci le travail fourni aujourd'hui par des automates. Car, comme le disait un humoriste de bon sens, 35 heures payées 35, il y a longtemps qu'on sait faire ! C'est continuer à les payer 39 pour qu'ils conservent un revenu suffisant pour vivre, qui pose problème dans la société capitaliste.

Problème magistralement chiffré par René Passet dans son remarquable article du *Monde Diplomatique*[1] intitulé dans la même veine que celui de Robin : "Saisir le moment où tout peut basculer" : de 1973 à 1994, le nombre total d'heures travaillées en France, malgré l'augmentation de la population en âge de travailler—et de consommer— et malgré l'augmentation de la production, a baissé, passant de 40 à 35 milliards[5]. La masse salariale assure donc de moins en moins à la population les moyens de vivre.

Si les décideurs politiques refusent d'en prendre conscience pour en tirer les conséquences, si Jean Gandois réussit encore, comme il s'y prépare par des affirmations péremptoires, à faire prévaloir, au cours de la conférence nationale sur l'emploi, la rentabilité des entreprises sur les aspirations légitimes de la population, alors, oui, tout peut basculer, et dans le mauvais sens. Alors "l'abolition des privilèges", économiques et financiers cette fois, ne s'obtiendra pas par le débat démocratique mais par la terreur, malgré tous les avertissements et mises en garde des rares penseurs qui parviennent à émerger de l'océan des idées reçues.

*

Justement, l'un de ceux-là, peut-être le plus sage, vient de faire un grand pas qu'il faut saluer comme l'évènement le plus encourageant de cette rentrée. Je veux parler d'André Gorz, qui vient de publier un livre *"Misère du présent, richesse du possible"*[6], qui est une telle mine de réflexions que nous aurons l'occasion d'y revenir pour en discuter ensemble ici.

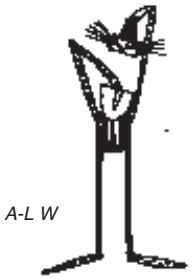
Celui qui fut certainement pour beaucoup dans le fait que nos responsables politiques les plus évolués mettent enfin dans leur programme la réduction du temps de travail —devenue la RTT ! — a pris conscience de deux faits qui pour nous sont essentiels, et il les met clairement en lumière. Le premier est que l'allocation universelle n'est défendable que si son montant est suffisant pour assurer un niveau de vie décent, c'est-à-dire, en fait, pour libérer les forces vives de l'individu en lui permettant de s'asservir du marché du travail. Le second, qui en découle, mais qui est plus difficile à aborder parce que plus technique, est qu'un tel revenu social ne peut pas être institué dans le cadre de l'économie de l'échange, l'économie capitaliste.

Et c'est ainsi qu'André Gorz, à la grande joie de tous les distributistes, arrive enfin à la conclusion logique qu'il faut substituer à la notion de REdistribution celle de distribution des richesses produites ! Il aborde enfin la nécessité de concevoir une monnaie distributive, ou de consommation, et je suis persuadée que les réflexions que de telles conclusions de sa part vont générer ne tarderont pas à faire apparaître que le *contrat civique* constitue la meilleure des transitions vers la société de l'après-salariat.

MARIE-LOUISE DUBOIN.

———

1. dans *Transversales Science Culture* N° 46.
2. Celle que Bill Clinton et Al Gore cherchent à imposer au monde et où les technologies informationnelles doivent devenir clés de la rentabilité économique.
3. daté du 16 septembre.
4. de septembre 1997.
5. et de 50 à 44 milliards dans le même temps en Allemagne.
6. Collection *débats*, édition Galilée.



A-L W

Le néolibéralisme, qui s'est étendu sur toute la planète depuis bientôt deux décennies, va très au-delà du libéralisme, ce qu'exprime bien le qualificatif d'*ultra* libéralisme.

Le néolibéralisme

Le mot certes n'est pas nouveau. Déjà, en 1938, le "colloque Lippman" réunissait à Paris des économistes de divers pays[1] pour chercher une réponse au keynesianisme[2].

Le néolibéralisme qui s'est développé au début des années 80 est typiquement anglo-saxon : Mme Thatcher, nourrie d'Hayek, accède au pouvoir en 1979 ; R. Reagan, conseillé par Milton Friedman et son école, est élu Président des États-Unis en 1981.

On peut dire que c'est alors que le monde a basculé. *«La fille de l'épicier et l'ancien comédien ont ainsi mené ensemble la première révolution conservatrice en matière de politique économique»*[3]. Pendant quelques années le capitalisme néolibéral anglo-saxon va s'opposer au capitalisme que certains ont baptisé "rhénan"[4] : sont concernés : les pays d'Europe ayant des régimes sociaux avancés et où la part de l'État est importante[5]. Mais rapidement les sirènes d'outre-Atlantique et d'outre-Manche vont trouver un écho dans les pays "rhénans" qui connaissent des difficultés économiques et où le chômage se développe rapidement. Des clubs de droite, des hommes politiques, des économistes prônent le néolibéralisme. Après quelques années de tâtonnements, les "opérateurs" financiers ou hommes d'affaires (ils se confondent souvent), forgent pragmatiquement leur stratégie, ne retenant des économistes que les idées clefs : un État minimum, une baisse des coûts du travail[6], une baisse des impôts et charges (avant tout pour les riches). Le tout couronné par la "déréglementation", sorte de résumé de la "philosophie" néolibérale.

La mondialisation de l'économie et la circulation de l'information par satellite vont permettre aux capitaux "déréglementés" de se déplacer (et donc de se placer) à la vitesse de la lumière. C'est dans ce domaine qu'imperceptiblement une nouvelle donne mondiale s'est développée au sein du capitalisme : la prééminence, et bientôt la prédominance, des marchés financiers sur l'économie réelle. Et comme par miracle[7], dans les années 90, le seul obstacle "fâcheux" qui pouvait apparaître à certains comme une alternative au cortège des maux engendrés par la mutation capitaliste, vole en éclats : les pays du "socialisme réel" s'écroulent les uns après les autres comme châteaux de cartes. Même la Chine (un cinquième des habitants de la planète), sans doute effrayée par les désordres mafieux de la Russie passée à l'économie de marché (noir), vire, avec Den Xiaoping sous le vocable de "socialisme de marché", à l'économie capitaliste. Certes la direction politique reste "communiste", ce qui, pour le moment, rassure sans doute les investisseurs. Combien de temps cela durera-t-il ? Un milliard deux cent millions de consommateurs, c'est très excitant pour les marchands de produits utiles ou futiles, de drogue, de porno ou simplement d'érotisme. Hong-Kong, super-vitrine de l'Occident, place financière de premier ordre, pourrait bien être pour la Chine le cheval de Troie du néo-libéralisme mondial.

En résumé, au tournant du siècle, la route semble totalement dégagée. Les États-Unis, mal en point au début des années 80 (invasion de produits japonais, faillites d'établissements financiers, outils de production dépassés, balance commerciale et déficit intérieur catastrophiques) ont retrouvé leur rôle de leader dans le monde, sur le plan militaire (guerre du Golfe, ventes d'armes), économique, politique : officiellement absents, ils raflent la mise en Bosnie, au Zaïre (richesses du sous-sol) et torpillent la formation d'une force militaire indépendante.

* * *

Au tout début de la décennie 80, on pouvait penser que l'Histoire hésitait. La gauche arrivait au pouvoir après une longue éclipse, en France, en 1981, en Espagne en 1982. Las, invoquant les contraintes de l'économie, les gouvernements de France et Espagne se firent les gérants zélés de l'économie capitaliste.

Et pourtant, la France de 1789, 1830, 1848 et 1936 aurait pu, en 1981, profiter de la crise aiguë du capitalisme... pour réaliser un modèle de société dans lequel le progrès sert au bien-être de l'homme et à son épanouissement. Au lieu de cela, la gauche laissa le chômage doubler. Mitterrand n'était pas Jaurès. L'occasion fut perdue et le néolibéralisme eut tout loisir pour se structurer.

En 1997, à moins de faire l'autruche, il faut bien reconnaître que le néolibéralisme domine la planète, provisoirement espérons-le. Par contre, les conquêtes sociales réalisées au cours de deux siècles de luttes souvent héroïques, pour l'essentiel, demeurent. Et c'est déjà une belle victoire, globalement "très positive", même si le néocapitalisme s'ingénie à rogner les avantages acquis. Ce n'est donc pas le moment de baisser les bras, car il faut gagner la deuxième manche. Le néolibéralisme "triomphant" a son talon d'Achille, le chômage, avec son cortège explosif : drogues, délinquance, stress de l'exclusion, etc. Même des économistes peu suspects de gauchisme le reconnaissent : *«Autant le capitalisme est créateur de richesses à court terme, autant il risque de devenir destructeur de valeurs sociales à long terme s'il*

→

n'est pas suffisamment encadré par les pouvoirs publics et concurrencé par d'autres valeurs sociales que celles de l'argent». Dans un remarquable article, l'économiste T. Coutrot *(voir encadré ci-contre)* pose le problème et situe bien l'enjeu.

Heureusement, l'Histoire, contrairement à ce que certains ont voulu faire croire, n'est jamais finie. À un horizon prévisible, il n'y a pas de grand pays susceptible de faire naître des espoirs d'alternative comme cela avait été le cas en 1917 avec la Russie, en 1949 avec la Chine. Il ne reste donc que deux possibilités :

• une crise majeure du système capitaliste au niveau mondial, ayant peut-être son origine dans un pays "phare" (États-Unis, Japon, Allemagne, etc.), ou de graves troubles dans les mêmes pays, l'exclusion sous toutes ses formes ayant atteint son point de rupture. Notons qu'une crise du système pourrait générer des troubles, auquel cas les deux seraient "associés", mais gare à la police et à l'armée.

• en attendant un éventuel krach capitaliste, la voie la plus sure : provoquer une prise de conscience des exploités et laissés pour compte. Il faut, avec les syndicats, créer une situation de force au niveau de la nouvelle donne socio-économique, comme ça a été le cas dans les pays qui s'industrialisaient, situation de force qui a permis toutes les avancées sociales. Car, nous ne le dirons jamais assez, rien n'a été octroyé, tout a été arraché.

Faute d'organisation de ces contre-pouvoirs, qui seuls permettraient de gagner la deuxième manche, une immense société duale mondiale, dont nous avons aujourd'hui partout des échantillons, s'instaure.

La France, avec à nouveau un gouvernement socialiste, un Premier Ministre qui semble avoir pris conscience de la trahison mitterrandienne, pourrait redevenir le phare qu'on espérait en 1981. La tâche n'est pas facile. Gouverner et être dans l'opposition sont deux choses différentes. Il sera très important de voir comment, lors des prochaines réunions tripartites —État, syndicats, patronat— sera résolue la question essentielle de la réduction du temps de travail. Le test sera pour nous décisif, car toute autre solution que celle du partage du temps de travail pour lutter contre le chômage serait vouée à l'échec. Bien entendu, le CNPF a préventivement marqué son désaccord.

* * *

Dans son dernier livre inachevé pour cause de mort, *Demain le paradis*, Barjavel, en 1975, écrivait : «*Jamais depuis ses origines, l'espèce humaine ne s'est trouvée devant un choix à faire aussi net, devant d'aussi formidables possibilités d'essor ou de destruction. Le carrefour d'où partent ses deux routes est tout proche, déjà visible à l'œil nu. Plus que quelques pas… Quand l'an 2.000 nous absorbera, … ou bien nous aurons fait notre choix. Si celui-ci est bon, nous serons en train de marcher, danser, courir vers l'avenir fantastique… »*

L'an 2.000 c'est dans un peu plus de deux ans. C'est sans doute trop court, monsieur Barjavel.

ANDRÉ PRIME.

A partir de la révolution thatchérienne et reaganienne, de nouvelles institutions ont émergé, de nouveaux acteurs se sont affirmés, de nouvelles règles se sont imposées. Pourtant, on n'a probablement pas encore pris toute la mesure de ces bouleversements. On continue à parler de crise comme si le capitalisme allait mal. Dans leur apparent cynisme, ils n'ont pourtant pas tort, ces responsables qui affirment que le chômae est le seul point noir d une économie euro!péenne fondamentalement saine. Cette opulion est d'ailleurs un lieu commun aux yeux de tous les analystes tinanciers. Pour eux - et leur point de vue est probablement le plus Important aujourd'hui -, tout en effet va bien.

Sauf si le chômage européen amenait des troubles sociaux incontrolables... ce dont on est encore loin.

Le capitalisme a accouché d'un nouveau mode de régulation. Les politiques néolibérales ont mis en place un ensemble cohérent d'institutions et de règles de politique économique qui permettent de garantir aux capitaux investis des taux de rentabilité historiquement remarquables, et cela depuis dlx ans.

Il ne redeviendra posslble d'envisager une croissance plus raplde et plus équilibrée, riche en «bons emplois» et compatible avec le fameux «modèle social européen » qu'à une condition : revenir résolument sur la libéralisation financière et l'« indépendance » des banques centrales.

Il n'y a là aucun catastrophisme, mais la lecon de quinze ans de néolibéralisme : la possibilité de déplacer les contraintes ne peut venir que d'une forte réaction du corps social, de troubles sociaux maieurs qui obligent à une reformulation globale , soit du régime de croissance, soit des fondements mêmes de l'organisation économique.

Il reste à souhaiter (et à favoriser) le réveil et la coordination à l'échelle européenne des forces sociales, qui ont intérêt à une réorientation radicale des politiques économique et de la construction européenne. I.a relance de la croissance, la réduction du temps de travail, la mise en place par l'Union d'un véritable budget européen et d'une I politique d'investissements coordonnés, une régulation concertée des mouvemenls de capitau.x, en seraient les fondements.

THOMAS COUTROT
(Le Monde , 10 mai 1997).

———

1 - Y participaient, entre autres, J. Rueff et F. Von Hayek.

2 - L'ouvrage capital de Keynes, *La théorie générale*, date de 1936.

3 - Michel Albert dans *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, 1991.

4 - Ibidem.

5 - M. Albert y rattache pour l'essentiel le Japon.

6 - La masse grandissante des chômeurs facilite la tâche.

7 - Ce n'est pas "par miracle", mais cela vaudrait un article.

8 - M. Albert, ibidem.

A-L W

L'article ci-dessous est l'occasion d'annoncer la parution, aux éditions *Acratie*, du dernier ouvrage de D. Kessous : *L'Universalisme, expression majeure du mouvement social.* Nous sommes heureux de saluer cette nouvelle publication qu'on peut se procurer soit en le commandant en librairie (au prix de 80 F), soit en écrivant à l'auteur au journal (joindre un chèque de 85 F à son ordre).

Vive l'Acratie

Le suffixe *cratie* d'origine grecque signifie *pouvoir*. Tous les préfixes qui s'y rattachent évoquent donc des questions *d'autorité*, de *souveraineté*, de *domination*. Passons sur les traditionnelles technocraties, gérontocraties et autres phallocraties pour observer l'*aristocratie* qui représente la domination des nobles (les *aristos*), la *bureaucratie* celle de l'administration, l'au*tocratie* le pouvoir d'un seul... et la *démocratie* le pouvoir—théorique—de l'ensemble du peuple (*dêmos*). Nous savons bien que ce dernier régime, jusqu'à présent, a été fort illusoire. Rousseau le considérait même comme utopique : *«S'il y avoit un peuple de dieux, il se gouverneroit Démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes »* (*Du contrat social*). Mais cette affirmation du citoyen de Genève prête à discussion car nous ne sommes pas sûrs que la démocratie soit si parfaite et, donc, si difficilement réalisable.

En fait, il semble bien que depuis des siècles les gouvernements évoluent (bon gré, mal gré, avec des revers certains) vers des formes de pouvoir de plus en plus larges, vers des représentations sinon populaires, du moins de plus en plus libérales (avec toute l'ambiguïté que ce terme recouvre). Même dans les pays les plus arriérés, les gouvernants doivent tenir compte de ce que l'on appelle désormais l'opinion publique.

Le temps du pouvoir absolu, celui de l'*autocratie* semble bien éloigné... Nous n'en sommes pourtant pas encore à la *démo*cratie. Aujourd'hui nous savons bien que c'est l'argent (*plouto*) qui mène le monde; nous vivons donc sous le régime, sous l'*empire*, d'une ploutocratie mondiale. Toutes les décisions importantes (et qui sont souvent à l'origine des guerres, de la criminalité, des désastres écologiques) sont prises de nos jours en fonction des intérêts des privilégiés qui détiennent de l'argent. Il faudra bien, tôt ou tard, que ceux-là renoncent à leurs privilèges face aux exigences de la majorité populaire. On pourra peut-être, alors, parler de démocratie véritable. Mais cette démocratie ne nous plaît encore qu'à moitié. En effet, il s'agit, toujours, d'un *pouvoir*. Même s'il est *populaire* ce pouvoir est encore *autoritaire*. Il est bien proche de la *dictature du prolétariat* de Marx, si on entend par prolétaires ceux qui forment la majorité du peuple. Il faut que la minorité s'incline : telle est la loi de la démocratie... Ainsi, cette *démo*cratie s'apparente de très près à la dictature républicaine jacobine qui centralise et uniformise tout; le totalitarisme n'en est guère éloigné...

C'est pour cette raison que la *démocratie* ne nous paraît pas aussi exemplaire que Rousseau veut le suggérer. Nous lui préférons l'*acratie* qui respecte toute minorité en lui garantissant les droits fondamentaux. *«Le meilleur gouvernement est celui qui ne gouverne pas du tout, et quand les hommes y seront près, tel sera le genre de gouvernement qu'ils auront»* déclare Thoreau dans son célèbre discours sur *La désobéissance civile*. Ainsi, nos ancêtres socialistes du XIXème ambitionnaient-ils de supprimer le gouvernement des hommes en le remplaçant par l'administration des choses. Un tel régime, *acratique* (sans pouvoir, donc), est-il si parfait, pour reprendre les pensées de Rousseau, qu'il en devient utopique ? En tout cas, nous devons militer en sa faveur car si nous ne le sommes déjà, nous pouvons tous, à un moment ou à un autre, devenir minoritaires et chacun de nous, minoritaire ou pas, se doit d'exiger d'être reconnu, respecté et entendu en tant qu'être humain.

DJÉMIL KESSOUS.

Les Marxistes ont-ils compris Marx ?

... Telle est la question posée, dans une ancienne GR (de mai 1946), par André Barillon. *«Je suis sûr, poursuit-il, que le MFA a traduit en clair le fond de la pensée et la solution définitive recherchée par Karl Marx»*. Cette réponse qu'il apporte est très pertinente et on peut même aller plus loin encore. En effet, au siècle dernier, Marx et ses disciples s'inscrivent dans une plus large tradition qui prône la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'émancipation humaine... On retrouve dans ce vaste mouvement social du XIXème non seulement des *marxistes*, mais encore des libertaires, des socialistes, des syndicalistes... Au siècle suivant, à partir du milieu des années 30, Duboin et tout le courant de l'économie distributive se rattachent à ce projet, non pas tant au niveau des questions de luttes politiques, électorales, syndicales... mais sur le plan des questions économiques qui sont bien plus fondamentales car elles concernent l'infrastructure profonde de notre société.

Aujourd'hui, hélas, beaucoup de tendances qui sont issues de cet ancien mouvement social continuent de négliger ces problèmes économiques essentiels pour se cantonner à des questions politico-sociales plus superficielles. Beaucoup font de l'action revendicative, de l'anti-fascisme, de l'anti-racisme, de la lutte contre l'exclusion, contre la pollution... sans regarder en face les causes économiques profondes qui sont à l'origine de tous ces maux. Ne peut-on alors, à la suite d'André Barillon, poser quelques questions supplémentaires : les socialistes ont-ils compris Jaurès ? Les anarchistes ont-ils compris Proudhon ? Kropotkine ? Il est certain que l'*économie distributive traduit en clair le fond de la pensée et la solution définitive recherchée* ... par tous ceux-là.

D. K.

Il figure en bonne place, admirablement soigné et nourri...

Nos amis belges sont heureux : après le succès de sa première tournée en Belgique, puis à Paris l'an dernier, la pièce

Kou l'ahuri

ou la misère dans l'abondance

tirée du livre de **JACQUES DUBOIN**
et mise en scène par
CHRISTINE DELMOTTE
entreprend une seconde tournée cet automne en Belgique.

En octobre :

à **SIVRY**, Centre Culturel, Chemin des Amours,
le **15** à *20 heures* et le **16** à *13 heures 30*

*

à **LIEGE**, au théâtre de la Place (place de l'Yser),
les jeudi **23**, vendredi **24** et samedi **25**
à *20 heures 15*
(Réservations par téléphone : 04 342 00 00)

*

à **FRASNES**, Centre Culturel,
le **31** à *20 heures*

*

d'autres représentations auront lieu ***en novembre***
à **BRUXELLES** et à **SAINT-GHISLAIN**,

puis ***en décembre***
à **PÉRUWELZ**
et en France, au théâtre municipal de **DOUAI**

Le texte qui suit nous a été transmis par Lucien Gosset, du GLED à Liège :

Des chiffres impressionnants !

Plus d'un million de Belges (14% de la population) vivent sous le seuil de la pauvreté. Quelque 20 à 30% des Belges ont un statut précaire et pourraient tomber dans la misère.

Pour se faire une idée de l'ampleur de la pauvreté en Belgique, il faut s'en référer au seuil de pauvreté. Trois approches sont retenues.
Il y a le revenu minimum garanti par les pouvoirs publics (aux Belges, aux membres de l'Union européenne et aux réfugiés politiques reconnus). C'est le ***minimex***, fixé depuis le 1er décembre 1994 à 26.805 FB* pour un ménage ou une personne seule avec enfant, à 20.103 FB pour un isolé et à 13.402 FB pour un cohabitant. C'est ce qu'on appelle le seuil légal de pauvreté.
La Communauté européenne fixe son seuil de pauvreté relatif à 50% du revenu moyen disponible des ménages dans l'État membre considéré : 17.800 FB pour un isolé et 30.200 FB pour les cohabitants.
Sur la base d'une enquête auprès de 4.000 familles, le Centre de politique sociale de l'Université d'Anvers établit un autre seuil : il estime les montants indispensables pour vivre à 28.400 FB pour un

* 100 FB=16,28 FF

→

isolé et 39.300 pour un ménage. Le Centre parle de précarité d'existence dès qu'on est en dessous de ces seuils.
D'ailleurs, fait remarquer le *Rapport général sur la pauvreté*, le législateur belge reconnaît implicitement que le minimex tel qu'il est fixé actuellement ne permet pas de vivre. En effet, il a stipulé que le montant des revenus disponibles …devait actuellement s'élever à 32.100 FB au minimum.
En chiffres absolus, le nombre de personnes dont l'existence est précaire était de 1,4 million en Belgique, en 1992, selon les normes du *Centre de politique sociale* de l'Université d'Anvers.
Pire encore, pendant la période 1985-1992, 14% de le population ont connu, momentanément, un état de pauvreté.

Le *Rapport général sur la pauvreté* donne un éclairage saisissant sur le nombre de personnes aux frontières de la pauvreté (chiffres établis au 1er janvier 1994) :
— Il y a d'abord les bénéficiaires du minimex : 62.358 personnes (en 1976, on en comptait à peine plus de 9.000).
La proportion des jeunes parmi les ayants-droit au minimex a fortement augmenté au cours des années 80. Et elle s'est encore accentuée au début des années 90. D'après les statistiques du Ministère de la santé publique, les demandes émanant de jeunes de 18 à 21 ans ont augmenté de 34% et celle des jeunes de 21 à 24 ans, de 47% entre 1991 et 1994.
—Les parents qui se retrouvent seuls avec charge d'enfants, les femmes en particulier, témoignent d'une insécurité d'existence. Une étude récente en Flandre a montré que 58% des femmes qui font appel au CPAS pour demander le minimex forment une famille monoparentale avec enfants à charge.
— Il y a les personnes à charge des bénéficiaires du minimex : 30.599.
— Il y a les personnes bénéficiaires du revenu garanti aux personnes âgées (RGPA), qui existe depuis 1969; c'est une sorte de minimex auquel ont droit les pensionnés qui ne disposent pas de revenus suffisants, par exemple une pension inférieure au seuil de pauvreté. Début 1994, 111.968 personnes âgées percevaient le RGPA. Par rapport au nombre total de pensionnés (1.607.424) en 1992), environ 15% des pensionnés reçoivent soit le RGPA, soit le minimex.
Une étude récente montre que ce sont surtout les personnes très âgées et isolées qui risquent le plus de vivre dans la pauvreté : la moitié des isolés de plus de 75 ans connaissent des conditions d'existence précaires.
— Il y a également les personnes bénéficiant d'un supplément comme handicapées : 195.332.
— Si, jusque dans les années 70, le terme de pauvreté s'appliquait à une frange très limitée de la société (l'image la plus répandue étant celle du vagabond ou de l'assisté social), il n'en va plus de même aujourd'hui.
On constate d'abord que le nombre de sans domicile fixe ne fait que s'accroître. En 1992, quelque 26.000 personnes ont été recueillies dans des centres d'accueil. En Flandre comme en Wallonie, à peu près la moitié des SDF sont des hommes adultes, un tiers sont des femmes adultes et un cinquième, des enfants de moins de 18 ans. Une bonne moitié des personnes recueillies a moins de 30 ans, ce qui est une évolution extrêmement inquiétante.
Le noyau dur des chômeurs ou demandeurs d'emploi, qui n'est plus repris dans les statistiques du chômage (chômeurs âgés, chômeurs à temps partiel, jeunes en période d'attente, pré-pensionnés, chômeurs mis au travail dans le cadre de différents programmes d'emploi) présente, lui aussi, un degré élevé de risque de pauvreté. Cela représente au total 460.000 personnes, ce qui fait plus que doubler les chiffres réels du chômage.
A ce propos, le *Rapport général sur la pauvreté* met l'accent sur les exclusions du chômage : plus de 325.000 exclusions ou limitations de droit aux allocations de chômage ont été prononcées entre 1985 et 1992. En 1993, quelque 154.000 personnes ont été exclues du bénéfice des allocations pour cause de chômage de longue durée et de l'application de la nouvelle législation en matière de chômage à temps partiel. Ces exclusions concernent avant tout les cohabitants et touchent prioritairement les femmes.
C'est également au cours de l'année 1993 que les CPAS ont constaté une forte progression des personnes émargeant aux CPAS. Une enquête, menée auprès d'un échantillon de CPAS, laisse entrevoir que près d'un cinquième des nouvelles demandes résulte de personnes qui ont été exclues du bénéfice des allocations de chômage.
Les exclusions du chômage ont continué de plus belle en 1994.
Mentionnons encore un autre aspect de l'extension de la précarité et de la pauvreté, souligné dans le *Rapport général sur la pauvreté* : l'endettement et le crédit excessif qui ne guettent pas uniquement les plus pauvres.
En 1992, la Centrale des crédits aux particuliers de la Banque Nationale a annoncé que près de 300.000 citoyens éprouvaient des difficultés à rembourser leurs emprunts. Les mauvais payements des factures de gaz ou d'électricité sont encore plus éloquents : 706.471 mises en demeure en 1993. En concertation avec les CPAS, 347.469 clients ont été repris à cet effet sur les listes des CPAS. Chaque année, plus de 20.000 familles sont confrontées à une interruption des fournitures de première nécessité. Dans ce contexte, les arriérés de loyers sont également édifiants.
Les victimes du surendettement ne sont pas que les «minimexés». Ces derniers représentent un tiers des personnes surendettées qui s'adressent aux CPAS. Les deux autres tiers proviennent, dans des proportions équivalentes, de la catégorie des salariés et des chômeurs.
Sans le filet de la Sécurité sociale, 35% des ménages belges (42% des familles en Wallonie) tomberaient dans la pauvreté.

DES CITOYENNES ET CITOYENS BELGES, REGOUPÉS AU SEIN DU **MOUVEMENT CHARTE 91**, c/o MUSÉE CHARLIER, *16 AVENUE DES ARTS à B 1210 BRUXELLES* ONT LANCÉ UNE ADRESSE AUX CHEFS DES GOUVERNEMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE.

En voici, ci-dessous, le texte, transmis par Lucien Gosset. Nous le présentons de façon à pouvoir être facilement découpé et suggérons à tous nos lecteurs de s'y associer en le signant avant de l'envoyer au :

GROUPE LIEGEOIS POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE,
21 RUE HENSEZ,
B4630 MICHEROUX,
BELGIQUE.

M.
à

le

Aux chefs de gouvernement et au Président de l'Union européenne

Mesdames, Messieurs,

La politique mondiale est aujourd'hui dominée par une idée forte, à savoir que la libre circulation des capitaux, la concurrence entre les entreprises et les nations et le dynamisme de l'initiative privée assureront la croissance de l'économie et, à terme, un développement harmonieux de l'humanité. Voici pourquoi nous ne croyons pas à cette idée.

1. Dans les pays industrialisés, le produit national brut n'a fait que croître depuis plusieurs décennies, et pourtant le nombre des pauvres est élevé et ne fait que croître lui aussi. S'appuyant sur les possibilités immenses que leur offre la technologie, les entreprises se disputent les parts de marché. Fait nouveau dans l'histoire, le niveau atteint par la productivité aboutit à la réduction massive du travail humain. On continue à dire que « le meilleur gagne », mais peu parmi les meilleurs peuvent encore gagner et la proportion des exploités, des chômeurs, des exclus augmente sans cesse. Autrefois, les travailleurs étaient les principaux agents de la production : ils pouvaient donc lutter efficacement contre l'exploitation et pour une société équitable. Aujourd'hui ils sont désarmés, réduits à se concurrencer les uns les autres ou à descendre dans la rue pour se faire entendre. Ils ne négocient plus de meilleures conditions de travail ,et de-vie, mais seulement des modalités d'exclusion qui ne soient-pas trop brutales. La précarité et l'exclusion-pervertissent la démocratie.

2. Acceptons un moment la logique de la compétitivité. Une économie libre, dit-on, engendre la croissance et celle-ci provoque, à terme, la création d'emplois. Mais pour que l'économie croisse, il faut que la demande croisse. Comment pourrait-elle le faire lorsque chaque pays, pour assurer sa compétitivité, réduit les salaires, les dépenses sociales, les investissements publics, obligeant ainsi les voisins à faire de même pour maintenir leur propre compétitivité ? C'est une spirale infernale.

Affirmer que les gains de productivité ont toujours engendré de nouvelles activités économiques et la création d'emplois, et qu'une évolution analogue est en marche aujourd'hui, c'est postuler que le futur répétera fidèlement le passé. Mais les gains de productivité que nous connaissons n'ont pas de précédent. Et le chômage ne reculera pas sans une politique de répartition du travail. Le chômage ne reculera pas tant que les gouvernements continueront à lutter prioritairement contre l'inflation et les déficits publics.

…/…

En Belgique aussi, la misère dans l'abondance suscite réflexions et propositions…

C'est ainsi que le premier quuotidien belge, *Le Soir*, rapportait en juillet dernier la constitution d'un «nouveau-né» dans le paysage politique. Sous le nom de **"VIVANT"**, et mené par un électronicien, Roland Duchâtelet, ce mouvement se définit comme « l'oxygène de la politique» et estime que le travail doit résulter d'un choix personnel et non plus d'une contrainte et ceci grâce à un salaire de base versé à tous.

Pour y parvenir, *Vivant* propose au niveau européen non pas la sortie du système, mais l'instauration de frontières fiscales telles qu'une forte hausse de la TVA sur les produits importés.

Ce parti fixe le délai pour rendre opérationnel ce système de prospérité : trois à quatre ans après être parvenu au pouvoir.

(envoi de C.Calmeyn, Bruxelles)

3. La concurrence internationale aboutit à concentrer les profits dans les pays avancés, à déplacer les activités économiques vers les pays où les salaires et les réglementations sociales ou écologiques sont les plus faibles. Ce processus pousse au démantèlement des systèmes de protection sociale des pays qui en sont le mieux pourvus, et laisse pour compte des nations qui ont le plus de peine à s'intégrer au mouvement de l'économie mondiale.

4. L'expérience prouve que la libre circulation des capitaux n'engendre pas que des activités appropriées aux besoins des hommes : elle entraîne aussi un grand volume d'activités néfastes et de spéculations plus que stériles, injustes. Elle fait des ravages au Nord et surtout au Sud, touchant les personnes les plus faibles et parmi elles les femmes et les enfants.

Par la misère qu'elle instaure, elle favorise la violence et les dictatures, souvent soutenues par les guerres qu'alimente le commerce des armes. Il est urgent de prendre des mesures qui permettent la contribution du capital financier à la prospérité de tous. Ainsi, vu le volume des transactions financières internationales, une taxe minime sur ces transactions dégagerait des fonds importants pour le développement des pays les plus pauvres.

5. La croissance appelée de leurs voeux par les dirigeants politiques, si elle se réalisait, serait insoutenable en raison de son coût écologique. Les ressources de la terre sont en quantité finie et certaines d'entre elles sont au bord de l'épuisement. La capacité de résistance aux nuisances, aux pollutions, à l'accumulation des déchets atteint ses limites : de l'effet de serre à la contamination des eaux, des déchets nucléaires à certaines pratiques de la production agro-alimentaire, la pollution tue.

Telle qu'on la conçoit habituellement, l'idée de croissance est absurde.

Au terme de cette analyse, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de réévaluer l'idée que la compétitivité et la mondialisation de l'économie sont les clés principales de l'avenir. La santé, les ressources naturelles, l'éducation, la justice sociale, la culture sont des biens sans valeur marchande et des droits pour chacun. C'est l'honneur de l'humanité d'avoir promu l'idée qu'il existe des droits de la personne. Mais ces droits sont-ils respectés par ceux qu'on dit responsables lorsqu'ils acceptent que des citoyens n'aient ni nourriture suffisante, ni logement, ni recours face à la maladie ?

Nous contestons une globalisation basée sur la primauté de l'économie et de la finance. Nous voulons une véritable globalisation qui tienne compte des besoins réels des hommes et des femmes ainsi que des enjeux sociaux et écologiques. Nous nous adressons à vous, dirigeants de l'Union européenne, pour que vous décidiez d'engager les forces politiques et économiques de l'Europe vers un nouveau partage dans lequel chaque femme et chaque homme compte, même s'il n'est pas parmi les plus forts.

Nous voudrions que cette lettre relaie massivement vers vous le message de colère et l'attente angoissée de tous ceux que nous connaissons, et qui n'auront ni les moyens ni le courage de vous écrire.

Signature:

La mutation en question

Dans nos numéros 967 et 968, JEAN VANDEVILLE a rappelé que le travail/emploi cédait progressivement la place au temps libre/temps vide et qu'il fallait de toute urgence proposer un modèle économique rationnel si nous voulions éviter à nos concitoyens les pires souffrances et à nos sociétés les pires désordres.
Il termine cette série d'articles en nous invitant à faire naître une société dégagée du totalitatisme marchand et dont la finalité est *l'homme*. En d'autres termes, "que faisons-nous, non pas *dans* la vie, mais *de* nos vies ?"[1]

III - DU TEMPS ASSERVI AU TEMPS ENRICHI

On peut s'interroger sur les raisons qui empêchent nos contemporains d'imaginer les outils de la transformation financière et économique, nécessaires pour opérer le passage vers une autre civilisation. Des siècles et des siècles de mise en jeu des mécanismes du troc et de l'échange (avec leurs corollaires l'inégalité et le profit) ont laissé dans l'esprit des hommes des traces qui mettront longtemps à être effacées. Nous en avons pour preuve les déclarations des plus audacieux d'entre eux : combien de fois avons-nous relevé, dans les conversations ou dans nos lectures, *«qu'il faut mettre l'économie à sa place, au service de l'homme et non l'inverse»*?
Pour ceux-là, émettre ce vœu pieux est-ce inconscience, inconséquence ou escroquerie intellectuelle ?
Ces beaux esprits feignent-ils d'ignorer que l'humanité tout entière sera bientôt placée sous la double loi de la marchandise et de la finance car *«tout est marchandise, y compris la vie des individus, dans un échange généralisé qui mêle les produits, les mentalités, les corps»*[2], que *«jamais dans l'histoire de l'humanité les sentiments exprimés par une seule rue (Wall Street) n'ont eu autant de pouvoir»*[3], que, dans chaque nation, l'écart entre riches et pauvres ne cesse de croître en vertu d'une évolution irréversible, mettant définitivement à mal la notion de progrès pour tous, bafouant ainsi les valeurs humaines fondamentales d'égalité, de fraternité et même de liberté, que la Bourse explose de joie quand telle entreprise licencie des milliers de travailleurs, que les recettes du trafic de stupéfiants sont en augmentation constante et représentent actuellement 8% du commerce mondial[4], que cinq ans après le sommet de la Terre qui s'est tenu en juin 1992 à Rio, l'Assemblée extraordinaire de New-York n'a pu que constater l'incapacité à agir des divers gouvernements, que *«le marché ne résorbe plus les déséquilibres mais qu'il les amplifie»*[5] ? Faut-il rappeler à ceux qui s'ingénient à réclamer la mise en place de contre-pouvoirs au sein de l'économie de marché, que le marché ne connaît pas d'autres lois que les siennes, que le capital doit croître ou périr et que sa rentabilité prendra toujours le pas sur l'utile ?
Et faut-il attendre, comme certains nous y invitent, que le développement de l'éducation de tous les citoyens accélère la prise de conscience d'une nécessaire modification du processus ? Si l'on doutait encore que l'école est, elle aussi, dans les griffes du marché, méditons ces quelques lignes tirées d'une publication de l'OCDE : *«dans un contexte d'innovation technologique, de restructuration économique et de concurrence intensifiée, le système scolaire doit s'efforcer de raccourcir son temps de réponse en utilisant des formules plus souples que celles de la fonction publique»*[6]. Comme le soulignait avec perspicacité Aragon, «*la prime à l'ignorance n'est pas encore considérée comme un acquis démocratique, mais on y travaille»*.
Où voulons-nous en venir ?
A ceci: Au moment même où toutes les conditions techniques sont réunies pour faire accéder l'humanité à un mieux-être physique et moral, nous hésitons à jeter aux orties la cause unique de notre souffrance commune : une économie de l'échange qui repose sur un contrat —j'échange mon emploi contre un revenu —et qui se révèle impuissant face à la disparition de l'un des termes du contrat (l'emploi), rendant impossible l'attribution à chacun d'un revenu. Que le profit continue à prospérer pour quelques individus grâce aux exportations de biens encore possibles, ou mieux grâce à la spéculation mondiale, et peu importe que la désorganisation des processus de production et de distribution occasionne des souffrances de plus en plus intolérables pour la majorité des citoyens.
A ceci également, peut-être plus grave à terme: Au moment même où le temps de loisir devient plus important que le temps de travail, rien n'est entrepris pour transformer le temps ainsi vidé de son contenu habituel (le travail) en un temps enrichi par une curiosité et une éducation de tous les instants. L'éclatement du temps de travail est à peine amorcé que dans le temps libéré apparaissent déjà les symptômes d'un vide existentiel, renforcés par la perspective de la semaine de travail de quatre jours,

puis de trois jours, ou pire par le spectre du chômage.
Imaginons que, par miracle, et dans l'état actuel des choses, une meilleure répartition de l'emploi et des revenus se produise. Il nous faudrait de toutes façons admettre que le problème du sens à donner à nos vies se poserait avec une acuité de plus en plus grande au fur et à mesure que s'opérerait le développement marchand. La société marchande est ainsi faite qu'elle fait passer tout sens par la marchandise, et le sens se dégrade s'il ne passe que par le négoce. Tenter de donner du sens tout en restant asservi au corps économique, c'est limiter le sens à la volonté de "gagner" et d'être riche, et c'est se porter vers la consommation qui est pure mortalité. Qui ne s'aperçoit que nous sommes en train de passer du totalitarisme qui repose sur la contrainte des corps à un totalitarisme mental qui fabrique la culture, et fait prendre pour la culture des produits susceptibles de rapporter un maximum d'argent ? Et que ce totalitarisme mental supprime le sens de façon indolore et invisible ? La bataille féroce que se livrent actuellement les grandes firmes médiatiques à l'échelle mondiale confirme que ce pouvoir-là est d'une force d'autant plus grande que son emprise nous échappe. La société de la marchandise et du profit s'est arrogé le droit de nous acheminer vers une MORT MENTALE, lente mais inexorable.

CONCLUSIONS

• Ce n'est pas par hasard que les deux articles précédents, nous avons mis l'accent sur la nécessaire et urgente révolution économique et financière. L'enjeu est d'importance : il s'agit, on l'aura compris, non seulement de simplifier et de rationaliser les mécanismes économiques et monétaires, mais aussi et surtout de permettre à chacun d'entre nous de donner à sa vie un sens que la société marchande détruit chaque jour davantage.
• Nous ne sommes pas des rêveurs. Les "Semelles de vent" que nous venons de chausser ne nous font pas perdre de vue la réalité. Nous pensons au contraire être lucides au point de proclamer avec véhémence que nous n'échapperons à la mort physique et mentale promise par le sytème marchand que si, de son corps, nous lui extirpons le cœur : SA MONNAIE, base de l'échange, du profit et de la spéculation.
• En cette fin de XXème siècle, l'économie capitaliste atteint son apogée : le resserrement de l'espace et du temps lui accorde des raisons supplémentaires de faire triompher le règne de la marchandise. Mais, telle la mort, elle fauche de plus en plus d'êtres humains sur son passage. il est temps de réagir si nous voulons éviter la destruction physique et mentale du plus grand nombre.
• Notre combat de tous les instants auprès des responsables de tous ordres doit cependant être clair. Dans le second article[7] apparaissait en sous-titre la trilogie : emploi—revenu—monnaie. Utilisons-la dans nos tentatives d'explication et de persuasion : des emplois, certes, des revenus bien sûr, mais surtout une monnaie distributive qui supprime le profit et la spéculation (du fait de son caractère éphémère et non transférable) et qui assure l'emboitage de la production et de la consommation grâce à un système de prix dissociés des coûts (à produits et services rares, prix élevés; à produits et services abondants, prix bas ou nuls), ces prix variant, par approches successives, selon la loi de l'offre et de la demande mais en prenant en compte des facteurs d'ordre éthique, écologique, etc. Et que l'on cesse de nous faire croire que le profit est le seul moteur de l'activité humaine : il existe d'autres moyens de libérer l'esprit d'initiative et d'invention de l'homme dans nos sociétés démocratiques !
• Bref, si nous sommes persuadés que *«nous vivons une faillite à l'époque où nous devrions vivre une renaissance»*[8], le courage d'avancer ces idées et de les défendre avec clarté ne doit pas nous manquer.

JEAN VANDEVILLE.

———

1 • *Transversale Science Culture,* n° 45, p.14.
2 • *La castration mentale*, Bernard Noël, P.O.L.
3 • *Le Monde Diplomatique*; mai 1997.
4 • *Le Monde*, 27 juin 1997.
5 • René Passet dans *Le Monde Diplomatique* , juillet 1997.
6 • *L'Observateur de l'OCDE*, avril-mai 1995.
7 • *La castration mentale*, déjà cité.
8 • *La Grande Relève*, n° 968.

du nouveau pour les espérantistes !

Notre numéro spécial 961, *La Troisième Voie*,
rédigé pour ouvrir le plus possible le débat dans ces colonnes à nos propositions,
comme l'a si bien compris le créditiste Jeanpier Dutrieux (voir notre N° 969),
vient d'être traduit en espéranto par **RENÉ BALLAGUY**.
La brochure (26 pages, demi-format), intitulée

La tria vojo,

est disponible au prix de 20 F, franco.

Ils ont compris !

Enfin une population qui a compris les mécanismes de l'économie moderne ! Le début du mois d'août 97 restera dans l'histoire : une île de l'archipel des Comores, Anjouan, demande son rattachement à la France ! Le XIXème siècle avait vu la constitution de grands empires coloniaux. C'était tout bénéfice pour les colonisateurs : ces pays représentaient des réserves de matières premières à bon marché et, surtout, des débouchés pour les industries métropolitaines. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale les empires, sous la poussée d'une vague d'indépendance nationale (soutenue du reste par les Américains) se sont désagrégés. Mais inéluctablement, l'ouverture galopante des marchés aurait conduit à ce mouvement car, les colonies auraient, tôt ou tard, représenté un fardeau économique. Oui mais, les populations du Tiers monde dans tout cela ? Après avoir servi de main-d'œuvre corvéable et de chair à canon pendant les guerres mondiales, elles n'avaient plus qu'à se débrouiller... TOUTES SEULES (sans cadres, ni capitaux, mais de cela on ne parle point).

Eh bien non les anjouanais en ont marre de leur niveau de vie. Et ils peuvent donner l'exemple. Pourquoi pas le rattachement, dans la plus stricte égalité politique, du Bengla-Desh au Japon, du Nigéria aux USA, de la Guinée à la Suisse et du Mali à la Suède ?

Tout ceci, bien sûr, n'est que chimère. Du reste, ces pays «riches» ne sont pas forcément un exemple de bonheur de vie. Mais un monde où l'égalité économique serait totale entre tous les humains et toutes les nations n'auraient évidemment pas ces problèmes sociaux. Utopie ? Certainement moins que le maintien à moyen terme du système actuel ! L'économie distributive est un bon moyen de parvenir à cette fin.

LUCIEN BRESLER.

A-L W

J'ai lu avec intérêt l'article de René Passet dans le Monde diplomatique de septembre. Avec intérêt, mais aussi avec satisfaction car, pour une fois, Jacques Duboin est cité. J'aurais préféré que ce fut dans le corps de l'article, plutôt que dans la note N° 9, mais cette mention m'a néanmoins procuré un grand plaisir.

J'ai également pris connaissance, dans la Grande Relève de septembre, de l'opinion d'un créditiste ce qui m'a amené à relire le n° spécial consacré à la «3ème voie » et à poursuivre ma réflexion.

Bien entendu, toute l'analyse du système capitaliste est sans faille et Jacques Duboin a été le premier à m'ouvrir les yeux, il y a maintenant plus de 50 ans et je lui dois toute ma reconnaissance.

Quant à la logique distributive telle que Jacques Duboin, visionnaire, l'a conçue et telle que vous l'exposez, j'y adhère à 100 % et je souhaite de tout cœur que l'utopie d'aujourd'hui devienne la réalité de demain. Je ne peux cependant m'empêcher de penser qu'il s'agit d'un scénario idéal qui n'est, hélas, pas le plus vraisemblable.

Vous le dites vous même : «N'espérons pas changer la nature humaine». Or je constate que l'homme est écartelé entre son caractère individualiste encore dominant et sa vocation à s'intégrer progressivement dans une société humaine en gestation. Cette évolution n'en est qu'à ses débuts et la loi du plus fort reste encore la règle. C'est pourquoi, la mort dans l'âme, je me demande si «le système distributif» et «l'économie des besoins» pourront vraiment «substituer à la compétition sauvage des relations conviviales», dans une société idéale.

Notons d'ailleurs que, dans le système distributif, la distinction actuelle entre ménages et entreprises, aux intérêts à la fois divergents et convergents, perdra tout son sens; l'entreprise privée ne peut que disparaître. C'est, qu'on le veuille ou non, l'instauration d'une économie planifiée ou d'un socialisme d'État qui ne vaudront que ce que vaudront leurs acteurs.

Face à ce scénario qui, je le répète, répond à mes aspirations profondes, j'en imagine deux autres que je vous expose brièvement.

*Un **scénario catastrophe** qui peut se mettre en équations:*

Chômage + exclusion = diminution de la demande solvable,

donc :

Augmentation de l'offre = diminution des prix, donc diminution des profits.

N'est-ce pas là le mécanisme qui détermine à plus ou moins court terme :

- Soit l'autodestruction du régime capitaliste. Jacques Duboin l'a dit : «Les consommateurs qui ne peuvent acheter ruinent les producteurs qui voudraient vendre».

- Soit l'autodestruction des biens et des richesses (guerres, catastrophes nucléaires, épidémiques, écologiques ....) ? Vous rappelez très justement que «c'est la guerre qui a réduit la le chômage des années 30». Le drame c'est qu'en 50 ans les progrès techniques ont atteint un tel niveau de sophistication que, pour la première fois de son histoire, l'humanité risque de ne plus pouvoir maîtriser le processus et de se détruire elle-même.

Avant cette échéance, possible, les puissances d'argent vont exploiter les dernières possibilités que leur offrent la mondialisation et les délocalisations, expédients à courte échéance, car les pays en émergence vont franchir les étapes à cadence rapide et se retrouver très vite à notre niveau, avec tous nos problèmes. C'est déjà le cas du Japon, de la Corée du Sud et autres dragons. La gangrène aura alors atteint la planète entière.

Autre scénario intermédiaire : Vous annoncez que «La redistribution est, à terme, vouée à l'échec». En attendant l'arrivée éventuelle soit du scénario idéal, soit du scénario catastrophe, on peut imaginer qu'une redistribution plus équitable pourrait réduire la fracture qui, actuellement,

s'approfondit entre les puissants, toujours moins nombreux, mais de plus en plus puissants, et les exclus, de plus en plus nombreux et de plus en plus exclus.
La redistribution du travail (la diminution de la durée et une nouvelle répartition équilibrée entre tous) n'est effectivement envisageable et ne serait efficace que sans réduction des salaires, mais aussi sans pénalisation des entreprises. Il faudrait donc qu'elle soit assortie d'une redistribution des revenus assurée par l'État ou les Collectivités locales.
Ce qui signifie qu'il serait nécessaire de procéder à une refonte générale du système fiscal et de prendre des mesures contre l'évasion des capitaux.
J'avais suggéré à Jacques Chirac de profiter de la réunion du G7 à Lyon pour inciter nos partenaires à réfléchir sur ce scénario et à jeter les bases d'une réglementation internationale apte à contrôler et limiter les agissements des puissances d'argent.
L'homme étant ce qu'il est et la mondialisation étant désormais devenue irréversible, je pense que ce scénario, théoriquement possible, a finalement peu de chances de se réaliser.
Bref, vous l'avez compris, je ne suis pas optimiste et je crains le pire encore qu'il ne soit jamais sûr. Je ne baisse pas les bras pour autant.

Y. G, Vourles

RÉPONSE. La démarche qu'évoque ici notre correspondant, comme celle que faisait André Gorz dans le passé, (voir l'éditorial p.3) consiste à chercher comment une redistribution du travail sans réduction des salaires et sans pénalisation des entreprises est envisageable dans le système…
Et la conclusion est qu'elle implique des changements si radicaux qu'ils sont impensables dans le système!. Autrement dit, c'est vraiment le système économique qu'il faut changer. Difficile à faire comprendre, non du fait de la nature humaine, mais de sa mise en conditions.

* * *

Cette correspondance est à rapprocher de celle d'un autre lecteur qui nous écrit en substance :

UNE AUTORITÉ INTERNATIONALE ?

Les gouvernements ne disposent plus que d'un pouvoir très relatif. Non seulement ils doivent tenir compte de l'évolution des autres, mais surtout, la politique dominante du "tout marché libre", dérégulé, déréglé, incontrôlé, les oblige à faire passer la rentabilité marchande et la compétitivité avant le souci des valeurs humaines. Cette politique est imposée par les grands groupes et trusts économiques et financiers internationaux, de plus en plus puissants, et face auxquels il n'existe aucun pouvoir de contrôle ou de modération. Ils imposent ainsi au monde entier leurs exigences et le transforment en une société à deux vitesses avec des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus nombreux. Sous peine d'êttre asphyxiés par leurs sanctions économiques et financières, les gouvernements nationaux sont contraints de s'y conformer, même si certains souhaiteraient appliquer une politique plus humaine et plus sociale.
Une telle politique internationale, incontrôlée, égoïste et injuste, menace à terme l'avenir de l'humanité. Il faut d'urgence trouver une solution.
Certains proposent d'exiger des instances dirigeantes de la planète la création d'une autorité internationale indépendante, libre, démocratique et ayant tous les pouvoirs et tous les moyens nécessaires de réglementation, de taxation, de contrôle, de police et de justice pour imposer des règles plus justes, plus humaines et plus sociales et les faire respecter : une autorité internationale pour le bien et l'avenir de l'Homme, de tous les hommes, est une exigence vitale.

F.Brugel.

RÉPONSE. Nous dénonçons effectivement cette "dictature des marchés" parce qu'elle met en péril l'avenir de l'humanité. Or sa force réside dans son pouvoir financier. C'est donc ce pouvoir-là qu'il faut abolir.
Et pour cela comprendre sur quoi il repose. On découvre alors qu'il est fondé sur notre confiance dans des monnaies qui n'ont aucune autre valeur que celle que nous leur accordons ! C'est un comble, non ?
Mais la majorité des gens continue de l'ignorer…et donc de donner à cette dictature les armes qui les tuent.

M-L D.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

P. Ingrain 70 - A .Met 70 - M. Navault 170 - G. Oostenbroek 120 - C. Robin 70 - Mme Carbonnel 135 - Mme S. Chevallay 70 - M. Thomas 50 - R. Godart 70 - A. Halphen 200 - Mme Lahens 600 - Mme Melançon 44 - S. Mutel 220 - Cl. Notot 70 - Mme Ponchel 70 - M. Cornavin 20 - A. Derepas 70 - Mle Thomas 70.

Total 2.189 F.

Merci à tous !

PIERRE INGRAIN
serait heureux de bavarder, le soir, par téléphone avec un lecteur. Il habite Nantes, et voici son numéro :

02 40 29 07 79

En résumé, malgré le risque d'être trop bref…

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVE

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.
Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.
Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1].

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou
économie distributive,
qui pose en principe que :

> *toute production*
> *physiquement et*
> *écologiquement réalisable*
> *doit être*
> ***financièrement***
> *possible.*
> *Et quand elle a été réalisée,*
> *tout citoyen doit avoir*
> *le pouvoir d'achat nécessaire*
> *pour en acquérir* ***sa part.***

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail.*
Une double réorganisation s'impose donc :
celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.
D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".
D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.
Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.

→

il n'y a plus d'avenir social en économie libérale

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2], des besoins et des intentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3]. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté,** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité,* être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers". La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire,** (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M.-L. D.

———

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.
3. voir notre N° hors série de 1992.
4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la ***Grande Relève N°....***.....,à.....F l'un, soit.....F
... exemplaires de ***Kou l'ahuri,*** à 65 F l'un, soit.....F
... exemplaires de ***Les affranchis de l'an 2000***, à 110 F l'un, soit.....F
... exemplaires d'***Un Socialisme à visage humain***, à 25 F l'un, soit.....F
... exemplaires de la bande dessinée***Et si on changeait?*** à 25 F l'une, soit.....F
… exemplaires de la brochure en espéranto, ***La tria vojo*** à 20 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE .....F

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE *LA GRANDE RELEVE*, CCP 13 402 39 M PARIS.

PRÉNOM, NOM, ADRESSE EN CARACTERES D'IMPRIMERIE ET SIGNATURE

M.....
.....
.....
.....